

Dans *Informations ouvrières* cette semaine : échos de nos correspondants dans les barrages, les manifestations du samedi 1^{er} décembre (pages 3 à 7)

Des centaines de milliers exigent :
- l'augmentation des salaires, des pensions ;
- l'annulation de la hausse des carburants et de la CSG.

ILS VEULENT VIVRE, ILS ONT RAISON !

Une immense colère s'exprime dans tout le pays. La crise s'approfondit au sommet.

Le Premier ministre vient d'annoncer ce mardi 4 décembre un moratoire de six mois sur la hausse de la fiscalité sur les carburants, le gel des tarifs du gaz et de l'électricité pendant l'hiver. Une concertation sur la transition énergétique s'étalera sur trois mois (...).

Un titre repris par la quasi-totalité des quotidiens.

Depuis le début du mouvement des « gilets jaunes », l'exécutif répétait : « Le cap est bon, nous le maintenons. » Stanislas Guérini, nouveau patron de La République en marche, déclarait il y a deux jours au *Parisien* : « Il ne faut pas de moratoire sur les taxes sur les carburants. Cela ne ferait que décaler dans le temps une décision déjà prise. » Ce mardi, peu de temps avant le discours de Philippe, le même se prononçait finalement pour un moratoire (...).

Les reportages envoyés en très grand nombre à la rédaction d'*Informations ouvrières* le disent mieux que de longs discours : une colère énorme, contenue jusque là par le blocage politique, par la paralysie des uns et des autres, s'exprime. Elle vise Macron, son pouvoir, son gouvernement, leur politique (...).

Macron a usé, et plus encore que ses prédécesseurs, de la posture du bonaparte dictant ses volontés comme le lui permettent les institutions de la V^e République et, aujourd'hui, c'est contre lui que tout se concentre.

FACE À CE QUI « MONTE », LA PANIQUE

Sur BFM TV, le chroniqueur économique, Nicolas Doze, qui n'a jamais de mots assez forts pour exiger toujours plus de remises en cause de toutes les conquêtes sociales, lâche, funèbre, dans sa chronique du 3 décembre : « S'il y a une mesure urgente à prendre, c'est l'augmentation du SMIC. Nous ne sommes plus face à une crise sociale, mais face à une crise politique. Une décision forte doit être prise, si on ne veut pas que la "baraque explose". (...) »

Pour aider le gouvernement à trouver une porte de sortie, de la CFDT et du PS notamment viennent les propositions de concertations, d'états généraux, de « Grenelle » du pouvoir d'achat... Le patron du Medef s'exprime dans *Le Parisien* le 4 décembre : « Il est sûr qu'en voulant aller vite, trop vite, sans explication, le gouvernement a court-circuité les corps intermédiaires. Sur un certain nombre de sujets, le gouvernement aurait dû prendre plus le temps du dialogue et de la concertation. Il n'est pas trop tard. Je propose, comme d'autres, un moratoire sur les augmentations de taxes sur les carburants prévues en janvier, le temps que les représentants des gilets jaunes, en tous les cas les "modérés" qui ont des revendications raisonnables, se mettent autour de la table et discutent. » Le même se prononce pour la hausse du SMIC, conditionnée bien sûr à une baisse des cotisations... (...)

L'AFP note : « Partout en France, les appels à se mobiliser un quatrième samedi de suite ont été maintenus », et rapporte : « Le président s'est rendu dans l'après-midi dans le chef-lieu de la Haute-Loire "pour témoigner personnellement et directement de son respect et de son soutien aux agents" après l'incendie du bâtiment samedi lors d'un rassemblement de "gilets jaunes". Le chef de l'État, dont la cote de confiance a atteint son plus bas niveau (23 %, -6), selon un sondage Ifop-Fiducial, a été hué et insulté à sa sortie par une poignée de manifestants. Ailleurs, les blocages continuaient et plusieurs stations-services étaient fermées pour rupture de carburant. "Ils font ça pour qu'on lève le camp et qu'on rentre chez nous, mais on ne va pas bouger", a dit Lionel Rambeaux, soudeur, à un barrage à la sortie du Mans. Un autre, qui travaille "dans le médical" : "Tous les gouvernements, ils se sont gavés pendant trente ans." (...) »

Sans préjuger de ce qui va se passer, un mouvement de fond est au centre de toute la situation : c'est le mouvement de ces centaines et centaines de milliers qui disent : « Assez ! On veut l'augmentation des salaires ! On veut l'annulation des hausses ! On veut vivre ! » Ils ont raison !